Jérôme Ferrari : « Le pire n'est peut-être pas toujours certain, mais il est toujours possible »

Médiapart 3 mai 2020 Par Ellen Salvi
https://www.mediapart.fr/journal/culture-idees/030520/jerome-ferrari-le-pire-n-est-peut-etre-pas-toujours-certain-mais-il-est-toujours-possible?onglet=full

Alors que le pouvoir politique vide les mots de leurs sens, comment réconcilier l'expression et les faits ? La littérature peut-elle jouer un rôle dans le « monde d'après » ? Le changement espéré est-il seulement possible ? Entretien avec l'écrivain Jérôme Ferrari, prix Goncourt 2012.

- L'écrivain Jérôme Ferrari, prix Goncourt 2012 et auteur du roman *À son image* (Actes Sud), se désole de *« l'exercice constant du déni »* opéré par le pouvoir politique. *« On vide les mots de leurs sens et on rend par là même impossible toute discussion, c'est-à-dire toute vie démocratique »*, dit-il. Devant un tel phénomène, quel rôle peut jouer la littérature ? Comment réconcilier l'expression et les faits ? Est-ce seulement possible ?

Le « monde d'après » pourrait tout aussi bien ne jamais advenir. Car *« les "on n'oubliera jamais", les "plus jamais ça" sont des slogans dont l'inanité est historiquement avérée. On peut se faire plaisir. Mais c'est toujours exactement l'inverse qui se produit »*.

On voit systématiquement une cacophonie autour de la parole politique, qui se veut pourtant porteuse de vérité. Le pouvoir bredouille et se contredit. Est-ce dû à la crise sanitaire ou le problème est-il plus structurel ?

Jérôme Ferrari : Je ne pense pas que la parole politique soit censée porter la vérité, et il est même douteux que le domaine propre de l'action politique doive être évalué en termes de vérité : dire d'une décision politique qu'elle est « vraie » ou « fausse » n'a pas grand sens et il semble ici plus pertinent de la juger « bonne » ou « mauvaise », « juste » ou « injuste » sans prétendre s'exprimer sous l'autorité de la vérité – c'est d'ailleurs l'unique raison pour laquelle des opinions politiques contradictoires peuvent jouir d'une égale légitimité.

Mais cela ne signifie nullement que la politique n'ait pas à se soucier du tout de la vérité : on prend des décisions à partir de faits, dont on peut discuter l'interprétation, mais certainement pas le caractère de *fait*. Nous pouvons décider comment vivre, mais nous ne décidons pas de ce qui est réel et de ce qui ne l'est pas – même si on peut se trouver dans le doute ou l'ignorance – et si la vérité, dans son acception la plus triviale, est bien l'adéquation du discours à la réalité, alors la politique ne peut pas faire comme si elle n'importait pas.

Or, ce que la crise sanitaire a porté à son paroxysme de visibilité et d'aberration, c'est la déconnexion totale entre le discours politique et la réalité – qui était, il faut le préciser, quand même bien engagée, et de manière très visible et très inquiétante, depuis quelques années.

Le pouvoir ne semble même plus se soucier de préserver l'apparence de la vraisemblance – à laquelle tient tout particulièrement le menteur classique qui, au moins, fait l'effort de chercher à être cru. Ce qui semble inédit, c'est l'exercice constant du déni.

« Il n'y a pas de violences policières », *« tout le monde est enthousiaste sur la réforme du lycée »*, *« il n'y a pas beaucoup de grévistes »*… Tout le monde sait, non, tout le monde *voit* que c'est monstrueusement faux mais, ce n'est pas grave, on ne peut pas *dire* le contraire, on ne peut pas *dire* que la police est violente, on ne peut pas *dire* que la gestion de la crise sanitaire semble, pour être

extrêmement poli, quelque peu chaotique, on ne peut pas le *dire* – et peu importe que ce soit bel et bien le cas.

Comme Frédéric Lordon a exposé le mécanisme de ce phénomène fascinant en des termes à la fois précis et limpides, je me contenterai de le citer – il parle du président mais on peut sans risque généraliser le propos : *« Cet individu, il l'a suffisamment montré, est capable de tout, spécialement dans le registre verbal, qu'il noue au réel d'une manière très paradoxale : dans un mélange de complète dissociation – aucun fait contrariant ne pouvant atteindre le discours – et de complète confusion, ce qui est dit valant* ipso facto *comme magiquement acté dans la réalité. »*

Quelles conséquences ce phénomène a-t-il sur le débat démocratique ?

Évidemment, quand on se fait de la réalité une image aussi malléable, quand on a une telle foi dans la puissance du performatif, on vide les mots de leurs sens et on rend par là même impossible toute discussion, c'est-à-dire toute vie démocratique.

On en a un bon exemple avec les évolutions du discours officiel sur la pénurie de masques : on n'en a pas, *donc* ils ne servent à rien et sont même néfastes *mais*, dès qu'on en aura, il sera obligatoire d'en porter un. Et on va essayer d'étayer cette énormité avec des arguments plus énormes encore : on nous explique qu'un masque, c'est-à-dire un machin avec deux élastiques ou, pour les modèles les plus sophistiqués, une paire de lacets, c'est difficile à mettre et ne peut être porté qu'avec des précautions inouïes si bien qu'entre les mains d'un public profane, ça deviendrait une bombe miniature.

Tout le monde peut pourtant comprendre assez facilement, il me semble, qu'il faut se couvrir le nez et la bouche, qu'il faut éviter d'en lécher soigneusement le côté extérieur quand on l'enlève et qu'il n'est pas recommandé d'utiliser un masque usagé pour faire un massage facial à sa grand-mère. Non seulement on nous ment de manière éhontée mais on nous traite par-dessus le marché comme des enfants, des enfants un peu lents, voire carrément demeurés.

À quelle parole peut-on aujourd'hui accorder du crédit ?

Je ne vois vraiment pas. Au niveau politique, le discrédit a atteint un point de non-retour, et on voit mal comment il aurait pu en être autrement. Au niveau médiatique, c'est encore pire, si c'est possible. Une grande partie de la presse, surtout – mais pas exclusivement – audiovisuelle, fait preuve d'une servilité affligeante.

Le spectacle de ce défilé de laquais, laquais paradoxalement investis d'un immense pouvoir, est pour moi un motif constant, non seulement de dégoût, mais de honte, cette *« honte d'être un homme »* dont Deleuze dit qu'on peut la ressentir pour de toutes petites choses, un geste obscène, une parole vulgaire qu'on nous impose.

Lire aussi

- Jérôme Ferrari: «La photographie est plus puissante que le cinéma» Par La rédaction de Mediapart
- Notre série: le monde d'après Par La rédaction de Mediapart

L'absence candide de sens critique est franchement inquiétante, chez les éditorialistes, bien sûr, mais aussi chez les « journalistes politiques » qui ont la particularité, bien digne de notre époque d'antiphrases triomphantes, de ne jamais faire d'enquête journalistique et de parler de tout sauf de politique – à moins qu'on nomme *politique*, l'exégèse béate de la parole des gouvernants.

Les éléments de langage sont repris tels quels, sans le moindre recul : un parti politique prétend inaugurer un « nouveau monde » dont on se demande bien ce qui le distingue fondamentalement de l'ancien. L'existence de ce « nouveau monde » devient un fait pour les journalistes. Notre président est de droite *et* de gauche ? D'accord ! Il y a donc des macronistes « de gauche », peu importe qu'ils défendent les thèses néolibérales ou les doctrines de maintien de l'ordre les plus extrêmes, il suffit qu'ils soient passés par le Parti socialiste.

On évoque un gouvernement « d'unité nationale » où ne figureraient que des gens qui, depuis le début du quinquennat, ne rêvent que de (re)devenir ministres ? Va pour « l'unité nationale ». Les faits sont problématiques, mais vivre entourés de chimères ne nous pose aucun problème. Et tout cela, bien sûr, sous couvert d'« objectivité » et de « bon sens » – ce qui est encore un moyen de rendre illégitime le débat démocratique : comment contester le bon sens ?

Dans ces conditions, appeler la presse un contre-pouvoir relève de l'aveuglement ou d'un humour douteux. Pour Tocqueville, la presse est nécessaire en démocratie précisément pour porter la parole des citoyens face à un État qui tend à centraliser tous les pouvoirs. Cela exclut évidemment qu'elle soit entièrement soumise à l'État en question et plus encore qu'elle soit presque entièrement en possession d'amis du pouvoir.

«Les promesses de remise en cause valent autant qu'une résolution alcoolisée de Nouvel An»

Vous parlez des mensonges répétés d'un pouvoir qui veut justement lutter contre les *fake news*…

Cette histoire de *fake news* a toujours été compliquée. Ce n'est certainement pas par conviction que toutes les opinions et toutes les croyances se valent que je défends – par nécessité et sans grand enthousiasme – le droit des gens à raconter et à publier n'importe quoi, mais simplement parce qu'il est vain d'espérer les en empêcher sans que le remède s'avère finalement pire que le mal – notamment en matière de libertés fondamentales.

Quand, par-dessus le marché, les promoteurs dudit remède mentent eux-mêmes à longueur de journée, on voit bien que la lutte contre les *fake news* a moins pour but d'éradiquer le mensonge (ce qui constitue déjà un projet illusoire et dangereux) que de se réserver le monopole de sa diffusion.

Quand une ministre décide que porter la parole publique chez Hanouna, dont l'émission est par ailleurs recommandée dans une brochure éditée par le secrétariat d'État chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes, est une bonne idée, on mesure à quel point l'aversion gouvernementale pour les *fake news* doit être prise au sérieux…

Il est maintenant avéré que les plus éminents pourfendeurs de *fake news*, à commencer par Donald Trump, en produisent eux-mêmes à un niveau industriel. Et c'est donc potentiellement celui qui tente d'établir les faits qui risque de se faire traiter de menteur (comme c'est quotidiennement le cas aux États-Unis) : c'est cela le danger et pas l'éventuelle clôture d'un compte complotiste. C'est conformément à cette même logique, d'ailleurs, que ceux qui réclament des débats parlementaires dignes de ce nom sont accusés de ne pas accepter la démocratie.

Dans ces conditions, que signifient les mots de « mensonge » et de « démocratie » ? Qu'est-ce qui les distingue de leurs antonymes ?

C'est très inquiétant. Hannah Arendt écrit dans *Le Totalitarisme* [troisième tome des *Origines du totalitarisme* – ndlr] : *« Le sujet idéal de la domination totalitaire n'est ni le nazi convaincu ni le communiste convaincu, mais les gens pour qui la distinction entre fait et fiction (c'est-à-dire la réalité*

de l'expérience) et la distinction entre vrai et faux (c'est-à-dire les normes de la pensée) n'existent plus. »

Alors certes, nous ne vivons pas sous un régime totalitaire, je sais, j'ai bien compris – constat qui n'implique nullement que nous devrions trouver toute autre réalité politique intrinsèquement réjouissante car, à ce titre, on devrait pouvoir, au hasard, crever l'œil de n'importe qui et lui interdire de s'en plaindre au prétexte qu'il existe des aveugles.

Nous ne vivons pas sous un régime totalitaire mais « les normes de la pensée » sont menacées au point, par exemple, que le viol constant du principe de non-contradiction (qui interdit formellement à un masque chirurgical d'être *en même temps* protecteur, inutile et néfaste) ne semble pas émouvoir grand monde, du moins dans la presse, et ce n'est pas un signe de grande santé démocratique.

Le problème ne réside-t-il pas dans le fait que le pouvoir politique se détache du réel pour créer aujourd'hui sa propre fiction ?

Mais la fiction – en tant que récit – joue inévitablement un rôle en politique, que ce soit au niveau d'un parti ou d'un peuple tout entier, qui se saisit précisément comme peuple dans et par un récit. Un tel récit peut réinterpréter des faits – de manière plus ou moins insupportable d'ailleurs – ce qui ne revient pas à en nier purement et simplement l'existence. Le pouvoir politique ne crée rien, il nie, il rature, il efface.

Même si j'étais un ardent supporter de la réforme des retraites, je serais scandalisé par la façon dont ont été traités les grévistes et les manifestants ; on ne leur a pas dit « vous avez tort », on leur a dit qu'ils ne comprenaient rien ou qu'ils étaient, sans le savoir, impatients que la réforme s'applique ou on ne leur a pas adressé la parole et tout cela revenait au fond à leur signifier qu'ils n'étaient littéralement rien, qu'ils n'existaient pas.

À chaque réforme, c'est ce qui s'est passé : la négation de l'existence des opposants – soit qu'on fasse comme s'il n'y en avait pas, soit qu'on présente leur opposition comme un malentendu, qu'un peu de pédagogie (mot dont l'utilisation est d'ailleurs intolérable dans le champ politique) dissiperait. Et, en plus de tout, on « assume », ce qui ne veut évidemment plus dire qu'on est prêt à répondre de ce qu'on fait, mais, plus trivialement, qu'aucune concession n'est à espérer et que les mécontents peuvent aussi bien aller se faire dorer à la feuille.

Alors, bien sûr, à côté de ces manifestations de déni massif, il y a aussi des efforts de *storytelling*, même si, il faut bien le dire, le résultat n'est pas fameux. Le registre militaire, les vertus de l'humilité soudainement redécouvertes, l'invention de noms à la fois niais et grandiloquents, comme *« l'opération résilience »*, dont on se demande une fois de plus ce qu'ils peuvent bien désigner, ça ne semble pas marcher très fort.

Cette parole politique n'a-t-elle pas atteint ses limites ?

Je préfère ne pas m'avancer : j'ai cru plusieurs fois au cours des dernières années, et notamment quand Manuel Valls était premier ministre, que les limites avaient été non seulement atteintes mais pulvérisées. Eh bien, non ! Le pire n'est peut-être pas toujours certain, mais il est toujours possible, il y a surabondance de preuves. L'espoir, pourtant, ce serait que le bouchon ait quand même été poussé un peu trop loin.

Le déni, ça manque de subtilité, quand même, et c'est très humiliant. Humilier ses adversaires, les infantiliser aussi visiblement, utiliser jusqu'à la nausée les adjectifs « citoyen » et « républicain » quand on traite si peu les gens en dignes citoyens d'une république, bref, nous prendre si ouvertement et si peu *intelligemment* pour des crétins, deviendra peut-être difficile à tolérer.

Quel rôle peut jouer la création littéraire dans une situation pareille ?

Cette question m'embête un peu. J'ai toujours eu un doute sur l'utilité politique de la littérature, comme de l'art en général, et plus encore aujourd'hui. Je suis en train de relire Svetlana Alexievitch et je me dis que la forme adéquate de littérature, surtout en ce moment, ce serait peut-être celle qu'elle pratique si magnifiquement : écouter les gens, recueillir et agencer leurs voix pour qu'elles soient entendues.

© J'ai lu
D'un autre côté, on ne peut évidemment pas disqualifier tout exercice de fiction littéraire au nom de la nécessité supposée d'un engagement politique qui rendrait tout le reste dérisoire. On ne peut pas écrire des manifestes et des tracts au lieu de romans. Mais après tout, il y a bien dans un sens quelque chose de dérisoire dans l'écriture, quelle qu'elle soit, et, même si les écrivains se plaisent généralement à le croire, il est fort douteux qu'un texte littéraire, fût-il d'Alexievitch, ou un film, ou un tableau, aient jamais sérieusement contribué à transformer la monde.

Dans un réseau marchand qui tire son profit de tout, y compris et surtout de ce qui remet symboliquement sa légitimité en cause, la fiction littéraire ne constitue plus un scandale, encore moins un acte de résistance et je crains que tout dirigeant politique rêve de n'avoir pour ennemis que des romanciers et des poètes, à condition bien sûr qu'ils se contentent d'écrire romans et poèmes. De fait, n'importe quelle star des réseaux sociaux a bien plus d'influence que le plus célèbre des romanciers.

Je n'aurais rien eu à ajouter à ce constat un peu désabusé si je n'avais pas discuté il y a quelques jours avec l'écrivain Arno Bertina qui m'a rappelé quelque chose de vrai, quelque chose d'essentiel : indépendamment de son efficacité immédiate, la littérature, par son existence même, témoigne d'une vie possible de la langue ailleurs que dans son infâme usage managérial, une vie d'autant plus précieuse qu'elle est minoritaire. Cette fonction-là, qui ressemble à celle que Deleuze assignait à la philosophie dans la lutte contre la bêtise, est tout sauf dérisoire et elle est déjà politique.

La littérature, et l'art de façon générale, peut-elle reprendre la main sur le réel ?

Je n'en sais rien. Je n'ai pas l'impression que la littérature ait cessé de s'intéresser au réel, de lui donner une forme, et c'est sans doute ce qui se passera avec la réalité qui est aujourd'hui la nôtre. Mais j'espère que ce seront les gens qui reprendront la main. Les questions que je me pose sur « l'après » – ou sur le « monde d'après » puisque apparemment un « monde d'après » surgit toutes les trente secondes – ne sont pas des questions littéraires. Ce sont des questions politiques et économiques. Et en la matière, je suis assez pessimiste.

Ce n'est pas la première fois qu'on se voit au bord d'un bouleversement possible, qui n'arrive jamais. Il est désormais empiriquement évident que nous vivons dans une société où le salaire est inversement proportionnel à l'utilité sociale. Il est aussi évident que la mondialisation couplée à la destruction des espaces naturels est responsable de la propagation de ce virus et que les mêmes causes, tôt ou tard, entraîneront les mêmes effets. On pourrait donc espérer que des changements profonds soient envisagés et c'est ce qu'ont promis nos responsables politiques.

Face aux espoirs soulevés, la réponse peut aussi être un flicage complet, l'acceptation de réductions drastiques des libertés individuelles et, comme les remarques du Medef le laissent entendre, l'exigence d'efforts et de flexibilité supplémentaires au nom du redémarrage de l'économie.

Pendant quelques mois, ce sera un peu délicat d'aller gazer les infirmières à bout portant ou de répondre aux revendications des personnels hospitaliers uniquement à grands coups de LBD à tir tendu, certes, mais globalement, comme le prouvent les abus de pouvoir manifestes qui ont lieu pendant le confinement, je crois qu'on peut compter, en ce qui concerne l'usage de la violence « légitime », sur une certaine pérennité de la doctrine.

Alors les grandes annonces de prise de conscience soudaine, les promesses de remise en cause, valent, je le crains, exactement autant qu'une résolution alcoolisée de Nouvel An. Les « on n'oubliera jamais », les « plus jamais ça » sont des slogans dont l'inanité est historiquement avérée. On peut se faire plaisir. Mais c'est toujours exactement l'inverse qui se produit : les mêmes choses reviennent, sous un aspect subtilement différent qui nous autorise à les croire nouvelles, et ce n'est même pas nécessaire parce que, de toute façon, nous oublions tout.